Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2016 : déficit budgétaire de 1,3 milliard de dollars

Le mois de décembre 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,3 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 2,2 milliards en décembre 2015. Les revenus ont diminué de 0,8 milliard (3,0 %), sous l'effet de la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 2,7 milliards (13,0 %), en raison surtout de la hausse des principaux transferts aux particuliers et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 49 millions (2,5 %).

D'avril à décembre 2016 : déficit budgétaire de 14,0 milliards de dollars

Pour la période d'avril à décembre 2016 de l'exercice 2016-2017, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 14,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 3,2 milliards pour la même période de l'exercice 2015-2016. Les revenus ont diminué de 1,9 milliard (0,9 %), en raison de la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu, des taxes et droits d'accise et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 16,7 milliards (8,8 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard (7,0 %), en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur l'encours de la dette portant intérêt.

Décembre 2016

Le mois de décembre 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,3 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 2,2 milliards en décembre 2015.

Les revenus ont totalisé 24,1 milliards de dollars en décembre 2016, en baisse de 0,8 milliard (3,0 %) par rapport à décembre 2015.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,0 milliard de dollars (7,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (21,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (19,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 19 millions de dollars (0,5 %). Parmi les composantes de cette catégorie, les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,1 milliard, les taxes sur l'énergie ont diminué de 26 millions, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 12 millions et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 41 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 8 millions de dollars (0,8 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,6 milliard de dollars (28,7 %).

Les charges de programmes ont totalisé 23,4 milliards de dollars en décembre 2016, en hausse de 2,7 milliards (13,0 %) par rapport à décembre 2015.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (12,8 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,3 milliard (8,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (4,3 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 milliard (33,2 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a

remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 25 millions de dollars (0,5 %) puisque les augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ont été partiellement compensées par une diminution des transferts destinés aux villes et aux collectivités du Canada, en raison des variations du calendrier des transferts d'une année à l'autre.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (21,3 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont progressé de 2,0 milliards de dollars (150,7 %), principalement sous l'effet du remboursement anticipé de contributions effectué par Pratt & Whitney Canada en décembre 2015, qui a fait diminuer les paiements de transfert dans ce mois, et de l'augmentation des transferts de plusieurs ministères au cours du présent exercice, notamment au titre des réclamations payées et du financement de l'infrastructure.
  - Les autres charges de programmes directes ont diminué de 0,2 milliard de dollars (2,4 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 49 millions de dollars (2,5 %).

D'avril à décembre 2016

La période d'avril à décembre 2016 de l'exercice 2016-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire de 14,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 3,2 milliards pour la même période de 2015-2016.

Les revenus ont diminué de 1,9 milliard de dollars (0,9 %) pour s'établir à 210,2 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,0 milliard de dollars (0,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (2,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 32 millions de dollars (0,1 %). Les revenus tirés de la TPS et les droits de douane à l'importation ont tous deux augmenté de 0,1 milliard, tandis que les taxes sur l'énergie et les autres taxes et droits d'accise ont tous deux baissé de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,5 %), ce qui est attribuable à la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont diminué de 1,9 milliard de dollars (8,6 %). Cette diminution est surtout attribuable au gain de 2,1 milliards réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

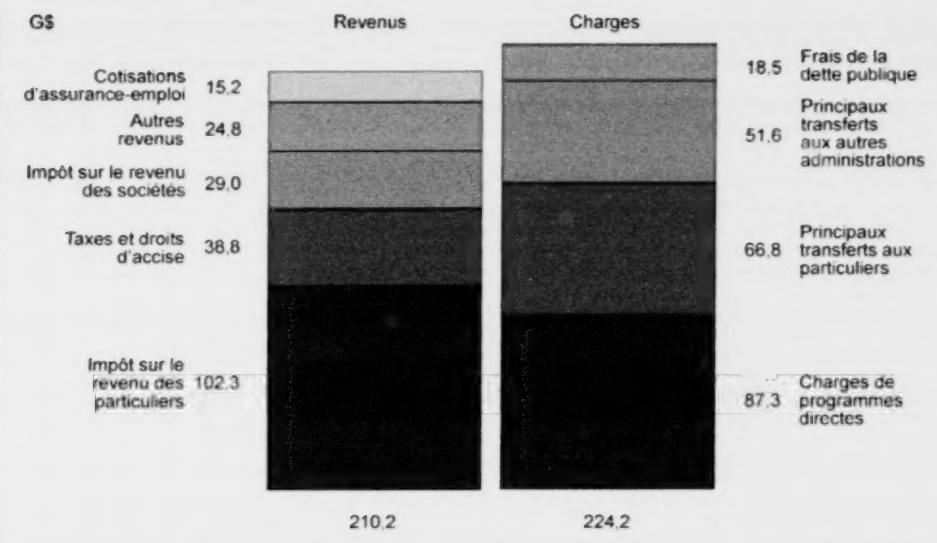
Pour la période d'avril à décembre 2016, les charges de programmes ont totalisé 205,7 milliards de dollars, en hausse de 16,7 milliards (8,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 5,7 milliards de dollars (9,3 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,0 milliards (5,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,9 milliard (6,6 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,8 milliards (20,5 %), principalement sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (4,4 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 8,9 milliards de dollars (11,3 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 5,3 milliards de dollars (25,3 %) sous l'effet de différents facteurs, dont le remboursement anticipé de contributions effectué par Pratt & Whitney Canada en 2015-2016, qui a fait diminuer les paiements de transfert au cours de cet exercice, ainsi que l'augmentation des transferts au titre des réclamations payées et du financement de l'infrastructure au cours du présent exercice.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 3,5 milliards de dollars (6,1 %), ce qui s'explique en grande partie par les charges plus élevées au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, ainsi que par la hausse des charges de fonctionnement de la Défense nationale et des charges des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard de dollars (7,0 %), en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à décembre 2016)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 26,0 milliards de dollars d'avril à décembre 2016

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 14,0 milliards de dollars et des besoins financiers de 12,0 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre 2016 s'est soldée par des besoins financiers de 26,0 milliards, comparativement à des besoins financiers de 17,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 26,9 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 26,0 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 0,9 milliard en augmentant la dette non échue de 26,9 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de décembre 2016, les soldes de trésorerie s'élevaient à 38,7 milliards de dollars, soit 0,3 milliard de moins qu'à la fin de décembre 2015.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Décembre		Avril à décembre	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Opérations budgétaires				
Revenus	24 860	24 105	212 063	210 182
Charges				
Charges de programmes	-20 731	-23 428	-189 031	-205 724
Frais de la dette publique	-1 956	-2 005	-19 833	-18 450
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 173	-1 328	3 199	-13 992
Opérations non budgétaires	-7 170	-524	-20 910	-12 026
Ressources ou besoins financiers	-4 997	-1 852	-17 711	-26 018
Variation nette dans les activités de financement	-3 503	-725	28 714	26 870
Variation nette dans l'encaisse	-8 500	-2 577	11 003	852
Encaisse à la fin de la période			38 953	38 695

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Décembre			Avril à décembre		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	13 839	12 856	-7,1	103 299	102 334	-0,9
Impôt sur le revenu des sociétés	3 460	4 200	21,4	28 423	29 026	2,1
Impôt sur le revenu des non-résidents	510	608	19,2	4 438	4 626	4,2
Total des impôts sur le revenu	17 809	17 664	-0,8	136 160	135 986	-0,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 437	2 511	3,0	25 876	25 967	0,4
Taxes sur l'énergie	498	472	-5,2	4 301	4 217	-2,0
Droits de douane à l'importation	388	400	3,1	4 007	4 065	1,4
Autres taxes et droits d'accise	532	491	-7,7	4 645	4 548	-2,1
Total des taxes et droits d'accise	3 855	3 874	0,5	38 829	38 797	-0,1
Total des revenus fiscaux	21 664	21 538	-0,6	174 989	174 783	-0,1
Cotisations d'assurance-emploi	975	983	0,8	15 021	15 244	1,5
Autres revenus	2 221	1 584	-28,7	22 053	20 155	-8,6
Total des revenus	24 860	24 105	-3,0	212 063	210 182	-0,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 754	4 072	8,5	33 841	35 847	5,9
Prestations d'assurance-emploi	1 579	1 647	4,3	13 853	14 764	6,6
Prestations pour enfants	1 472	1 960	33,2	13 449	16 203	20,5
Total	6 805	7 679	12,8	61 143	66 814	9,3
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 836	3 006	6,0	25 518	27 051	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 080	1 112	3,0	9 719	10 011	3,0
Total	3 916	4 118	5,2	35 237	37 062	5,2
Accords fiscaux et autres transferts	1 687	1 731	2,6	15 859	16 340	3,0
Villes et collectivités du Canada	285	66	-76,8	1 882	1 766	-6,2
Abattement d'impôt du Québec	-396	-398	0,5	-3 562	-3 581	0,5
Total	5 492	5 517	0,5	49 416	51 587	4,4
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	45	376	735,6	847	916	8,1
Emploi et Développement social Canada	365	525	43,8	3 968	4 652	17,2
Affaires mondiales Canada	361	308	-14,7	2 007	2 237	11,5
Santé Canada	245	220	-10,2	2 263	2 369	4,7
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	450	662	47,1	4 674	6 020	28,8
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	-968	288	-129,8	584	2 376	306,8
Autres	808	895	10,8	6 743	7 856	16,5

Total	1 306	3 274	150,7	21 086	26 426	25,3
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	968	840	-13,2	6 417	6 992	9,0
Défense nationale	2 090	2 024	-3,2	16 855	17 868	6,0
Tous les autres ministères et organismes	4 070	4 094	0,6	34 114	36 037	5,6
Total des autres charges de programmes directes	7 128	6 958	-2,4	57 386	60 897	6,1
Total des charges de programmes directes	8 434	10 232	21,3	78 472	87 323	11,3
Total des charges de programmes	20 731	23 428	13,0	189 031	205 724	8,8
Frais de la dette publique	1 956	2 005	2,5	19 833	18 450	-7,0
Total des charges	22 687	25 433	12,1	208 864	224 174	7,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Décembre		Avril à décembre	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 173	-1 328	3 199	-13 992
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-350	-678	-3 032	-3 226
Autres activités d'investissement	-1 802	-266	-6 147	-7 140
Régimes de retraite et autres passifs	311	1 363	3 477	5 719
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	94	-1 840	-6 171	-3 796
Opérations de change	-5 741	547	-12 263	-6 495
Amortissement des immobilisations corporelles	318	350	3 226	2 912
Total des autres activités	-5 329	-943	-15 208	-7 379
Total des opérations non budgétaires	-7 170	-524	-20 910	-12 026
Ressources ou besoins financiers	-4 997	-1 852	-17 711	-26 018

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Décembre		Avril à décembre	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Ressources ou besoins financiers	-4 997	-1 852	-17 711	-26 018
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-5 397	4 907	8 087	26 517
Bons du Trésor	-1 900	-5 300	11 600	-1 000
Titres au détail	427	581	-617	249
Total	-6 870	188	19 070	25 766
Emprunts en devises	461	-677	3 416	617
Total	-6 409	-489	22 486	26 383
Réévaluation de swaps de devises	2 823	-239	5 802	-42
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	129	47	616	783
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-46	-44	-190	-254
Variation nette dans les activités de financement	-3 503	-725	28 714	26 870
Variation dans l'encaisse	-8 500	-2 577	11 003	852

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2016	31 décembre 2016	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	127 853	121 720	-6 133
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	504 068	530 585	26 517
Bons du Trésor	138 100	137 100	-1 000
Titres au détail	5 076	5 325	249
Total partiel	647 244	673 010	25 766
Payable en devises	22 482	23 099	617
Compte de réévaluation de swaps de devises	8 391	8 349	-42
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 047	5 830	783
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 047	4 793	-254
Total de la dette non échue	688 211	715 081	26 870
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 227	151 869	-358
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	85 681	91 473	5 792
Autres passifs	5 602	5 887	285
Total des régimes de retraite et autres passifs	243 510	249 229	5 719
Total de la dette portant intérêt	931 721	964 310	32 589
Total des passifs	1 059 574	1 086 030	26 456
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	154 688	153 203	-1 485
Comptes d'opérations de change	93 539	100 034	6 495
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	115 957	122 070	6 113
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 639	1 639	0
Total des actifs financiers	365 823	376 946	11 123
Dette nette	693 751	709 084	15 333
Actifs non financiers	77 765	78 079	314
Dette fédérale (déficit accumulé)	615 986	631 005	15 019

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 décembre 2016 inclut des pertes de 1,0 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à décembre 2016.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Février 2017

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2017)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134